

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective nationale

IDCC : 7024 | **PRODUCTION AGRICOLE ET CUMA**
(15 septembre 2020)

Avenant n° 1 du 19 décembre 2024

NOR : AGRS2597097M

IDCC : 7024

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles du Pas-de-Calais (FDSEA du Pas-de-Calais) ;

Fédération régionale des coopératives d'utilisation de matériels agricoles (CUMA) des Hauts-de-France (FRCUMA Hauts-de-France),

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération CFTC de l'agriculture (CFTC Agri) ;

Syndicat général agroalimentaire CFDT du Pas-de Calais (FGA CFDT) ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO (FGTA FO) ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC (SNCEA CFE-CGC),

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Afin de mettre en conformité la définition du groupe assuré avec le décret n° 2021-1002 du 30 juillet 2021 relatif aux critères objectifs de définition des catégories de salariés bénéficiaires d'une couverture de protection sociale complémentaire collective et régime de retraite supplémentaire, les partenaires sociaux ont décidé de modifier les dispositions de l'accord territorial de prévoyance du 18 octobre 2022.

Il est également précisé qu'en application de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, le présent avenant ne comporte pas de stipulations spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés. En effet, les entreprises de la branche sont majoritairement constituées par des effectifs de moins de 50 salariés. Aussi, les dispositions du présent accord s'appliquent à toutes les entreprises de la branche, y compris les TPE de moins de 50 salariés, et ce afin de ne pas remettre en cause le régime social et fiscal de faveur attaché au présent régime.

Article 1^{er} | *Modification du champ d'application*

L'article 2 de l'annexe 2 « Prévoyance » de l'accord territorial du 18 octobre 2022 « Bénéficiaires » est abrogé et réécrit comme suit :

« Article 2 | *Bénéficiaires*

Les dispositions de l'accord territorial de prévoyance du 18 octobre 2022 s'appliquent à tous les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017, à l'exclusion :

- des salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et techniciens, agents de maîtrise, cadres relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et du régime Agirc-Arrco, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée. »

Article 2

Les articles 1^{er} et 3 de l'annexe 3 « Retraite supplémentaire » de l'accord territorial du 18 octobre 2022 sont abrogés et réécrits comme suit :

L'article 1^{er} « Objet » de l'annexe 3 « Retraite supplémentaire » est abrogé et réécrit comme suit :

« Le présent accord a pour objet de mettre en place, au niveau local, selon les mêmes règles de fonctionnement que le plan d'épargne retraite en points institué au niveau national par l'accord du 15 septembre 2020, un plan d'épargne retraite à cotisations définies, relevant de la branche 26 (régime exprimé en points), au bénéfice des salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 des entreprises entrant dans le champ d'application défini ci-après. »

L'article 3 « Salariés bénéficiaires » de l'annexe 3 « Retraite supplémentaire » est abrogé et réécrit comme suit :

« Les dispositions de l'accord territorial du 18 octobre 2022 relatives à la retraite supplémentaire s'appliquent à tous les salariés ne relevant pas des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) du 17 novembre 2017, ayant une ancienneté de 12 mois continue ou discontinue dans l'entreprise sur une période 24 mois, à l'exclusion :

- des salariés relevant des articles 2.1 et 2.2 de l'accord national interprofessionnel (ANI) relatif à la prévoyance des cadres du 17 novembre 2017 et techniciens, agents de maîtrise, cadres relevant de la convention collective du 2 avril 1952 et du régime Agirc-Arrco, et bénéficiant à ce titre du régime de retraite supplémentaire défini dans la convention précitée. »

Article 3 | *Entrée en vigueur*

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée.

Les dispositions arrêtées au présent avenant prendront effet le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension et au plus tard le 1^{er} janvier 2025.

Article 4 | Dépôt et extension

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant. Le présent avenant est établi en nombre suffisant pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Arras, le 19 décembre 2024.

(Suivent les signatures.)